Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2007)
Heft: 1

Artikel: La notion de défense au coeur du problème
Autor: Monnerat, Ludovic
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346656

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La notion de défense au coeur du problème

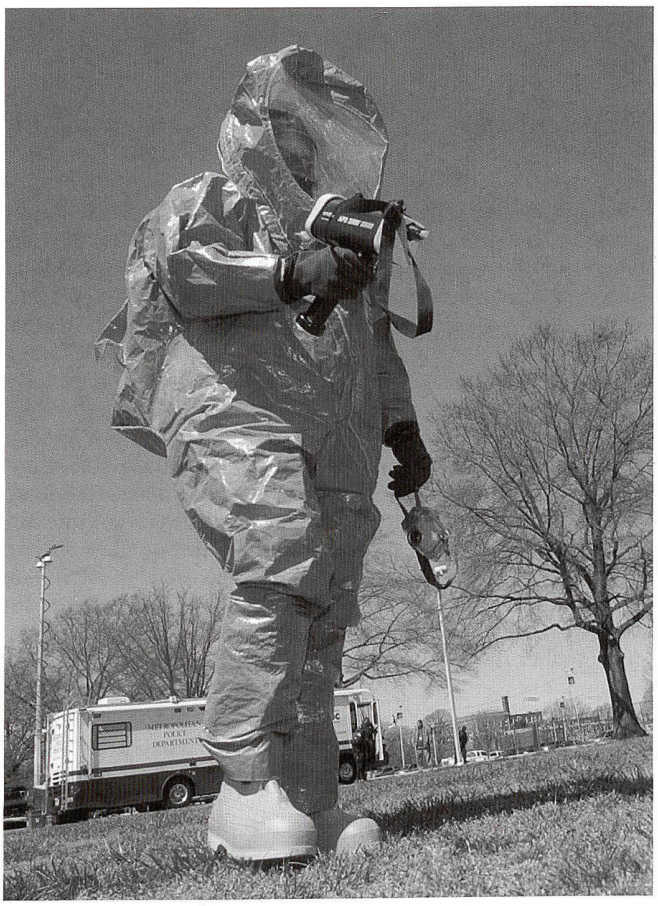
Lt col EMG Ludovic Monnerat

Le refus de l'étape de développement 08/11 par une majorité du Conseil national est une nouvelle désillusion pour l'armée suisse au niveau parlementaire.
Cependant, au-delà des problèmes de communication qui ont émaillé depuis mai 2005 l'annonce de cette transformation, et au-delà des intérêts partisans à court terme qui font de l'armée un gadget politique sans conséquence apparente, force est de constater que la notion de défense apparaît bel et bien au cœur du problème. Les appels répétés au débat ne sont pas qu'un artifice rhétorique, et les rejets émotionnels de toute nouveauté ne sont pas qu'un réflexe conservateur. Les missions de l'armée nourrissent la confusion et la discorde parce que leur sens a perdu la clarté de jadis.
Depuis la création de l'armée fédérale jusqu'au terme de la guerre froide, la défense du pays était une notion parfaitement claire aux yeux de la majorité des citoyens comme de la classe politique suisses. On pouvait la concevoir de différentes manières, statique ou mobile, arc-boutée sur le réduit national ou agrémentée de prises de gages préventives, mais elle consistait toujours à protéger l'intégrité territoriale et l'indépendance du pays face à une ou plusieurs puissances étrangères, et donc à dissuader ou à défaire leurs armées. L'existence même de la Confédération, suite à l'alliance perpétuelle des Waldstätten face à l'ambition des Habsbourg, reste un témoignage vivant de la force propre à cette notion élémentaire.
Mais le monde est progressivement entré dans une nouvelle époque, ce que nous n'avons pas encore pleinement mesuré. Alors que les monarchies héréditaires et la puissance musculaire ont été supplantées voici deux siècles par les empires identitaires et la puissance industrielle, avec un emploi sans cesse plus intensif de l'espace (marin, sous-marin, aérien et spatial), nous assistons aujourd'hui à l'avènement de mouvances polymorphes axées sur la puissance cognitive, dont la dépendance envers l'espace diminue constamment.
Désormais, le contrôle du territoire et des populations importe moins que celui des esprits et des marchés. Il s'agit de savoir plutôt que d'avoir, notamment en vue de prévoir et de faire croire.

Des armées impuissantes

Dans ces conditions, quelle place la défense traditionnelle peut-elle encore avoir dans un Etat-nation, si ses composantes sont contournées sans peine et réduites à l'impuissance ?
Les attentats terroristes perpétrés ou préparés en Europe depuis l'été 2005 relèvent indiscutablement d'actes de guerre, à la fois dans leur modalité, dans leur objectif et dans leur intention - comme le revendiquent d'ailleurs leurs auteurs. Pourtant, les armées sont incapables d'empêcher à tout coup ces attaques, et leur engagement massif dans la protection d'objectifs potentiels ne sert qu'à les déplacer dans l'espace et/ou dans le temps. Face à un mode de guerre déstructuré qui élargit les champs de bataille aux sociétés entières, la défense classique du pays aboutirait à tenter de le militariser entièrement. Autant dire à le perdre.
La conception géométrique des opérations militaires, axée sur les bases d'opérations, les lignes de communication ou encore les secteurs d'engagement, se heurte ainsi à des forces prenant maints visages, à des structures dissimulées dans la société civile, à des entités trop floues et dispersées pour offrir une prise suffisante. Orphelines de la dichotomie ami/ennemi, les armées ont tendance à se focaliser sur la maîtrise de l'espace et à se défier de tout être humain ne portant pas d'uniforme; entraînées et équipées en vue du combat symétrique de haute intensité, elles s'épuisent et se galvaudent souvent dans des actions frappantes, coûteuses et souvent contre-productives. Faute de savoir où et comment agir.
Il n'y a pas lieu de s'en étonner: la guerre moderne, souvent matérialisée par le terrorisme, la guérilla, mais aussi la subversion et la désinformation, prend le contre-pied des structures de pouvoir traditionnelles (les Etats) et de leurs outils (les armées) en exploitant les nouveaux espaces ouverts par le progrès technologique. Notre époque est justement caractérisée par cette redistribution du pouvoir, et les armées sont déclassées au même titre que les Etats ; la décadence des unes renforçant d'ailleurs celles des autres, et vice versa.
Alors que la sécurité est (re)devenue un marché florissant échappant au monopole de l'Etat, les armées peinent à répondre aux exigences de ce marché. Et ceci parce que leurs prestations sont otages de conceptions périmées.
A quoi bon défendre des frontières si celles-ci sont traversées bon an mal an par des combattants potentiels et plus encore par des idées belligènes ? Dès lors que l'on ne peut plus transformer le pays en forteresse, faute de placer murs et pont-levis sur les routes et les réseaux, la notion de défense territoriale perd son sens.
A quoi bon protéger une population sur le sol national si celle-ci se met de plus en plus à vivre en-dehors des frontières ? Dès lors que l'on privilégie l'action militaire à l'intérieur de celles-ci, alors que les menaces en sont de moins en moins affectées, la notion de protection de la population perd son sens. A quoi bon engager l'armée dans des tâches de police alors que la menace

relève d'une guerre nouvelle ? Dès lors que l'on se refuse à identifier nos ennemis, bien que ceux-ci s'affichent sans crainte, la finalité de toute l'institution militaire perd son sens.
En Suisse, il existe même dans le recours croissant à l'armée pour la sécurité intérieure une forme subtile de lâcheté. D'une part, depuis la fin des années 90, l'engagement permanent de la troupe dans le renforcement des frontières et la protection des bâtiments consulaires n'est qu'une manière improvisée de remédier tant bien que mal aux insuffisances d'effectifs des forces civiles, sans aborder de front le problème de l'insécurité. D'autre part, l'engagement préventif et ponctuel de milliers de militaires pour des événements précis (et dans le cadre de services censés être de perfectionnement de la troupe !) s'explique également par le renoncement à des actions offensives ciblées, réactives ou non, sur les éléments menaçant la sécurité intérieure. Autrement dit, le citoyen-soldat paie le prix du manque de courage des autorités politiques.



Une vocation offensive

Pourtant, la nécessité de défendre nos intérêts n'a pas perdu en importance ; les nouvelles menaces, avant tout cognitives et économiques, ne font toutefois plus des armées les boucliers uniques des nations et des populations, en dépit de leur rôle dans la consolidation des identités. Bien entendu, la seule présence d'une autre armée suffit à justifier la conservation de certaines capacités de défense traditionnelle, même si l'offensive aéroterrestre est devenue une méthode de guerre aux coûts exorbitants, parce qu'il reste bien plus facile de faire évoluer les volontés que les capacités propres.
Mais l'importance des armées dans les mesures de protection dont une société doit aujourd'hui s'entourer ne cesse de diminuer. La transformation de la guerre a rendu les armées trop grandes, trop chères, trop rigides, trop puissantes pour défendre et protéger efficacement. Leur vocation n'est plus la même. Si la protection préventive et ouverte doit rester une composante des prestations militaires, les espaces conflictuels sont aujourd'hui bien trop vastes pour ne pas offrir maintes possibilités de contourner ces engagements et de les rendre vains. Par conséquent, les armées doivent avant tout développer leurs capacités offensives et contre-offensives, dans le but de restaurer et de préserver la normalité de secteurs ou de sociétés soumis à une menace grave ; et cette fonction est bien celle qui distingue le militaire du civil, ou le combattant de l'agent de sécurité. Nous devons réapprendre à identifier nos ennemis et à préparer des capacités préventives comme réactives qui permettront d'empêcher, de restreindre ou de contre-balancer les effets de leurs actions, et bien sûr de les neutraliser définitivement.

Cette intégration de l'offensive à une posture nationale défensive peut naturellement surprendre. Elle s'explique pourtant par la disparition de toute profondeur stratégique depuis l'avènement successif des armes, des médias, des marchés et des mouvements à dimension continentale et planétaire ; à de rares exceptions près, il n'existe plus aujourd'hui ces murs, marches, fronts ou arrière-pays qui donnent le temps de réagir, qui soustraient à l'immédiateté, qui empêchent nos intérêts vitaux d'être d'emblée touchés. Et comme vouloir tout protéger revient toujours à ne rien protéger du tout, ce sont les capacités de projection rapide, d'intervention ciblée et de destruction proportionnelle qui deviennent essentielles, qui recréent le potentiel de dissuasion et la liberté d'action que la transformation de l'espace a fait perdre à la conduite stratégique. A condition, naturellement, de disposer des renseignements permettant de les employer efficacement.
La notion de défense dont nous avons hérité, et qui contribue à approfondir les blocages au niveau politique, doit donc subir une évolution profonde. On ne peut plus faire croire à la population que la défense du pays est uniquement l'affaire de l'armée, alors que les menaces dépassent largement le cadre guerrier, ni que l'armée doit se limiter à des missions avant tout défensives. Une nouvelle politique de sécurité doit être élaborée, en définissant nos intérêts nationaux et en identifiant ceux qui les menacent, pour ensuite confier aux acteurs sécuritaires les missions qui leur reviennent - et en exigeant de l'armée des tâches adaptées à l'environnement de notre époque.

L.M.